

L'IFJD RECHERCHE UN.E CHARGE.E DE PROJET « DROITS HUMAINS EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE »

Candidature jusqu'au 9 septembre 2024 : CV et lettre de motivation par email à contact@ifjd.org.

Mail avec pour objet « CDG Projet GK »

Les candidats retenus seront soumis à un test technique et à un entretien individuel.

CARACTERISTIQUES DU POSTE

Poste à 100%, basé à Bangui (République centrafricaine)

Contrat à durée déterminée de droit français d'une durée de 9 mois

Prise de poste : 01/10/2024 (idéalement)

Rémunération mensuelle : selon profil

Autres avantages :

- Assurance soins médicaux et rapatriement sanitaire sur place, ainsi que mutuelle et prévoyance collectives prises en charge à 100%
- Hébergement à titre gratuit dans la maison-bureau de l'IFJD à Bangui : chambre et salle de bain individuelle + accès au jardin et au salon-salle à manger-cuisine collectif. Le gardiennage, le ménage, la cuisine et la lessive sont inclus dans la maison
- Per diem : 600€/mois
- Vols d'arrivée et de départ (début et fin de contrat) pris en charge
- 2 R&R de 5 jours ouvrés sur la période totale du contrat

CONTEXTE

IFJD

Créé en 2013, l'IFJD - Institut Louis Joinet est une ONG dont l'objet est d'analyser, renforcer et mettre en œuvre les mécanismes relatifs aux processus de transition démocratique, vérité, justice et réconciliation. Déployant ses activités en France et dans le monde, il se distingue par l'expertise académique de ses membres, mise au service de ses engagements et de la qualité de ses activités pédagogiques, scientifiques et opérationnelles.

L'IFJD soutient la lutte contre l'impunité des violations graves des droits humains et accompagne, à la suite d'une dictature, d'un conflit armé ou d'une crise politique aiguë, mais aussi en vue du renforcement démocratique d'un État, l'émergence d'une société pacifiée et réconciliée. Pour ce faire, il est organisé autour de trois pôles d'activités complémentaires : la réflexion, la formation et l'action opérationnelle, dans le cadre d'une politique de recherche-action.

Présent depuis 2015 en République centrafricaine, l'IFJD y a enregistré son bureau local en 2019. Il y mène des projets variés dans le secteur de la Justice et des droits humains, avec trois axes thématiques clés : Justice transitionnelle, Femmes et VSBG, droits des peuples autochtones.

Le projet

Le/la chargé(e) de projet est recruté(e) pour assurer la mise en œuvre d'un projet financé par l'Union européenne et géré par un consortium d'organisations internationales et nationales. Concernant l'IFJD, les principales activités prévues sont les suivantes :

- Formation de formateurs en matière de VSBG et de droit des peuples autochtones et coordination de formations réalisées par les formateurs formés
- Formation des étudiants en droit sur la défense des droits humains et encadrement des étudiants réalisant des sensibilisations auprès des jeunes
- Formation relative aux obligations juridiques des ONG nationales en République centrafricaine et accompagnement du renforcement organisationnel de 3 ONG nationales

MISSIONS DU/DE LA CHARGÉ.E DE PROJET

Lien hiérarchique

Le/la chargé(e) de projet terrain exerce ses fonctions sous la direction de la présidence et de la directrice de l'association. Il est placé sous la responsabilité directe d'un(e) chargé(e) de projet au siège de l'association.

Le/la chargé(e) de projet terrain assure la supervision de l'équipe support à Bangui : logisticien caissière, chauffeur.

Missions

Les principales missions du/de la chargé(e) de projet terrain sont les suivantes :

- **Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités prévues dans le cadre du projet en coordination avec l'équipe du siège, dont notamment :**
 1. Organiser l'ensemble des ateliers et formations prévues dans le cadre du projet ;
 2. Contribuer à la sélection des prestataires, à l'organisation des missions prévues à Bangui, ainsi qu'accompagner les missionnaires présents à Bangui dans le cadre du projet ;
 3. Contribuer à la réalisation et à la diffusion de l'ensemble des supports et mallettes pédagogiques conçus dans le cadre du projet ;
 4. Contribuer à la sélection des 4 organisations nationales retenues pour organiser leurs formations thématiques et assurer l'administration, la mise en œuvre et le suivi de cette activité ;
 5. Assurer le suivi des activités de sensibilisation organisées par les étudiants en droit durant 4 mois ;
 6. Accompagner le renforcement organisationnel de 3 organisations nationales durant 5 mois.
- Contribuer à la **communication** interne et externe du projet ;
- Assurer la **prévision et le suivi budgétaire**, ainsi que le **rapportage narratif et financier**, en coordination avec le personnel support à Bangui et au siège, participer au **suivi-évaluation** du projet y compris en assurant la collecte de l'ensemble des pièces et livrables ;
- Appuyer les **relations avec les signataires de la convention et les différents partenaires et prestataires** impliqués dans le projet et participer aux différents cadres de concertation pertinents ;
- Assurer la représentation de l'IFJD au sein des structures de coordination extérieures au projet

- Assurer, en coordination avec le logisticien, la **gestion de la maison-bureau de l'IFJD à Bangui**.

PROFIL RECHERCHE

- Bac+5 dans un domaine pertinent avec de fortes compétences dans le domaine juridique (droits humains, violences sexuelles et basées sur le genre, droits des peuples autochtones) ;
- Expérience préalable d'au moins 12 mois dans une ou plusieurs zones géographiques en crise. Une expérience précédente en RCA est un plus ;
- Forte autonomie et aptitude à travailler dans un contexte de crise et à se conformer strictement aux règles sécuritaires qui en sont les corollaires ;
- Expérience d'au moins 18 mois en matière de gestion de projets internationaux. Il/Elle maîtrise les outils de suivi et de montage de projet, dont notamment les notes conceptuelles, les cadres logiques, la planification budgétaire, la recherche de financements, le suivi des activités et le reporting financier et matériel ;
- Aptitude à la gestion d'équipe, notamment dans un contexte multiculturel ;
- Professionnalisme dans les relations avec des interlocuteurs et des partenaires variés, notamment dans un contexte multiculturel ;
- Organisation, rigueur et autonomie dans l'exécution des tâches demandées ;
- Sensibilité aux objectifs défendus par l'association ;
- Discrétion et respect de la déontologie déterminée par l'association telle que fixée dans les codes de conduite de l'association, notamment dans un contexte multiculturel ;
- Capacité à travailler dans une structure de petite taille et à s'adapter à des tâches variées et aux situations d'urgence ;
- Excellente maîtrise du français, notamment concernant les compétences rédactionnelles.